

Discipline budgétaire pour discipliner les peuples

vendredi 2 mars 2012, par [GILARDI Paolo](#) (Date de rédaction antérieure : 20 décembre 2011).

Puisque les résultats du dernier sommet ne sont pas suffisants, on va devoir abaisser la notation des Etats européens. Voilà, en substance, le message délivré par Moody's à l'issue du sommet européen du 9 décembre.

Pourtant, les décisions prises par les représentants des 27 réunis à Bruxelles pour le 16^e « meeting de la dernière chance » depuis le début de la crise sont tout sauf des « mesurette ».

Pour Sarkozy le sommet marque la naissance d'une « autre Europe » tandis que, plus brutal, le *New York Times* écrit que « *l'Allemagne a imposé sa vision des choses* ». Force est en effet de constater que les conclusions du sommet de Bruxelles sont tout sauf anodines.

Tous solidaires... avec les banques

Trois sont les éléments nouveaux qui en ressortent. Le premier est la volonté d'assurer une gouvernance économique supranationale décrochée des Etats nationaux et des Parlements élus au profit d'une concertation entre la commission européenne, la Banque Centrale Européenne et les gouvernants des économies les plus fortes.

En modifiant les règles de surveillance des Etats membres de l'UE, ce sont les velléités nationales -y compris celles de secteurs de bourgeoisies nationales- de suivre des politiques économiques contraires aux intérêts des économies dominantes qui sont limitées.

Ainsi, par exemple, des compromis issus de confrontations de grande ampleur -dans des conflits autour des retraites ou autres- dans tel ou tel autre pays pourraient être sacrifiés sur l'autel de la « compétitivité de notre continent » comme le reconnaît Sarkozy.

Ensuite, l'accord obtenu par Angela Merkel institue une sorte de Fonds monétaire, le Mécanisme européen de solidarité (MES). A mettre en place en juillet 2012, et disposant d'un capital de 80 milliards d'euros, il a comme but de venir en aide aux pays de la zone euro qui n'obtiendraient plus de financements pour honorer leurs dettes.

Ainsi, si l'Espagne ou l'Italie devaient avoir trop de difficultés à emprunter pour rembourser leurs créanciers, c'est aux populations européennes de leur venir en aide par le biais de ce MES financé par leurs impôts. En termes de solidarité, c'est parfaitement pensé : c'est aux gens d'aider les Etats à rembourser leurs dettes vis-à-vis des banques !

La création du MES intervient quelques jours seulement après la décision de la BCE d'assurer pendant trois ans un financement illimité aux banques à un taux réduit à 1%. Elles pourront continuer à prêter au Portugal, à l'Espagne, à l'Irlande, à la Grèce ou à l'Italie -mais aussi à la France- à 5 ou 6%, rassurées qu'elles seront par la solidarité européenne.

A l'heure où l'on parle d'une possible faillite du 2^e institut allemand de crédit, la Commerzbank qui doit trouver quelques 5,2 milliards d'euros d'ici la mi-2012, de telles largeurs sont, pour les banques,

plus que bienvenues.

Peut mieux faire...

Enfin, l'accord conclu établit un système de sanctions pour les pays qui ne respecteraient pas l'orthodoxie budgétaire. Arbitrairement fixée au principe de l'équilibre budgétaire -la désormais célèbre « règle d'or »- et à un taux d'endettement qui ne dépasse pas les 60% du PIB, cette orthodoxie est une véritable arme pour discipliner les peuples.

Ainsi que l'explique Sarkozy interviewé par *Le Monde* (13 décembre), c'est « *la réforme du régime des retraites* » qui rapportera 22 milliards d'euros en 2017, tout comme la suppression de 150'000 postes dans la fonction publique « *va considérablement alléger, dans l'avenir, le poids des dépenses publiques* ».

Mario Monti, le premier ministre italien élu par les marchés, donne lui aussi par son budget fait d'élévation de l'âge de la retraite, d'allongement de la durée du travail et de licenciements facilités toute l'étendue du coup de massue contre celles et ceux qui n'ont que leur travail -et parfois même pas celui là- ou leurs retraites pour vivre. Au nom de la dette !

Cependant, la décision du 9 décembre laisse une marge d'interprétation pour appliquer ces sanctions qui ne seraient dès lors pas automatiques. Ainsi, comme l'explique toujours le Président à talonnettes, « *un Etat peut être amené à recapitaliser une banque (...), ce qui augmentera sa dette publique. On ne pourra pas lui en tenir rigueur* ». Nous voilà rassurés.

Véritables mesures de mise au pas des peuples, les décisions de Bruxelles ne suffisent pas à satisfaire les créanciers américains des banques européennes. Qui le font savoir par la bouche de Moody's et S&P, leurs experts : « peut mieux faire »...

Paolo Gilardi

P.-S.

* Paru dans L'Anticapitaliste n°60, 20 déc. 2011. www.gauch-anticapitaliste.ch